

économie. Il est évident que le pays a besoin de revenus pour continuer son œuvre, mais à mon sens il faudrait aller chercher ce revenu dans un autre domaine qui nuirait moins à l'expansion économique.

Il est impossible dans le contexte actuel de prévoir toutes les conséquences de cette taxe, aussi bien immédiates qu'à long terme. J'ose croire que la Commission Carter, dont le rapport ne saurait tarder, ne fera pas une telle recommandation aux autorités fédérales. A ce moment, les milieux financiers attendent ce rapport avec une certaine appréhension et souhaitent ardemment qu'il n'oriente pas notre réforme fiscale dans ce sens. De plus, il ne faut pas perdre de vue que si on taxe le profit de capital, on devra admettre la déduction des pertes de capital comme exemption. Quel serait le revenu final de cette taxation, et vaut-il la peine de la mettre en application?

Et pour terminer, monsieur l'Orateur, j'aimerais citer quelques phrases du rapport économique de 1965 du président Johnson. Je crois qu'elles devraient s'appliquer également à notre pays:

Il nous faut travailler à rendre notre société, non seulement prospère, mais aussi progressive; non seulement riche, mais aussi humanitaire, pourvoyeuse non seulement de revenus plus élevés, mais aussi de plus belles occasions; ses membres ne jouissant pas seulement du plein emploi, mais aussi de vies plus remplies.

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais d'abord féliciter le ministre des Finances (M. Sharp) de sa nomination à ce poste important, et ajouter qu'il a été favorisé par le sort, car les conservateurs lui ont préparé le terrain.

● (3.50 p.m.)

L'une des déclarations les plus troublantes que l'on entende à l'heure actuelle, c'est que notre déficit déjà considérable continue de s'accroître dangereusement, que les impôts et le coût de la vie sont élevés, alors que nous vivons dans une époque de prospérité intense. Il serait peut-être bon pour savoir à quoi s'en tenir, de revenir en arrière et d'examiner la situation qui existait en 1956, car elle présentait certaines caractéristiques analogues.

En 1956, dernière année du régime de M. St-Laurent, notre déficit commercial atteignait 728 millions de dollars. Autrement dit, sur les marchés internationaux, nos achats étaient de 728 millions de dollars supérieurs à nos ventes. En outre, nous devions environ 700 millions de dollars en intérêt de la dette publique et en dividendes, ce qui portait notre déficit au chiffre global de 1,330 millions.

En 1962, pour la première fois depuis neuf ans, nous avons réussi à vendre plus que nous avons acheté, nos exportations ayant dépassé de 127 millions nos importations. Cette tendance a continué, et c'est pourquoi je dis que le gouvernement peut remercier les conservateurs de lui avoir si bien préparé le terrain.

Je vois que le ministre des Finances (M. Sharp) sourit et je sais pourquoi. L'année suivante le Canada a pu exporter pour 500 millions de plus de dollars en marchandises qu'il n'en a importé. Comparez cette situation avec la situation actuelle.

En 1965, notre balance commerciale excédentaire a à peine atteint 100 millions de dollars; cela et inquiétant. Bien que nous ayons vendu du blé pour une valeur d'un milliard, nos exportations de marchandises ont à peine dépassé 100 millions de dollars. Cette situation m'inquiète, non au sens politique, mais pour le bien-être du Canada qui, en dépit de cette vente extraordinaire de blé, a un excédent commercial dépassant à peine 100 millions de dollars. Je suis sûr que cette question préoccupe tous les partis de la Chambre.

Mais le fait que notre déficit général y compris l'intérêt, les dividendes, et le reste, ait grimpé jusqu'à \$1,237,000,000 est encore plus alarmant. La situation est d'autant plus grave parce que les États-Unis limitent maintenant les fonds américains disponibles pour les placements à l'étranger et désirent qu'un plus grand nombre de placements de leurs filiales retournent au pays.

Il est aussi inquiétant de remarquer que nos importations ont augmenté de 12 p. 100, tandis que nos exportations n'ont augmenté que de 5 p. 100. Où en serions-nous sans le blé d'une valeur d'un milliard vendu à la chine communiste et à d'autres pays communistes et dont la vente a été préconisée par le ministre conservateur de l'Agriculture, l'honorable député de Qu'Appelle (M. Hamilton), malgré les critiques des libéraux?

La plupart des biens que nous exportons aujourd'hui sont des matières premières ou des demi-produits n'exigeant qu'une faible part de main-d'œuvre. Les matières premières que nous exportons fournissent du travail à un homme tandis que le produit fini exigerait le travail de trois ouvriers qualifiés. De plus, monsieur l'Orateur, nous exportons souvent la matière première et nous importons le produit fini au Canada, et la plupart de nos importations proviennent des États-Unis où nous achetons des produits d'une catégorie ou d'une sorte que nous fabriquons au Canada ou que nous pourrions fabriquer au Canada.

J'aimerais souligner que l'entrée de capitaux américains est maintenant diminuée. Le